

 <p>CONSEIL MUNICIPAL</p> <p>Séance du 23 mars 2023</p> <p><i>Saint-Arnoult en Yvelines</i></p> <p><u>Date de la convocation : 17 mars 2023</u></p> <p><u>Date d'affichage : 27 mars 2023</u></p>	<p><u>2023/10</u></p>
	<p><u>Département des YVELINES</u></p> <p><u>Arrondissement de RAMBOUILLET</u></p> <p><u>Canton de RAMBOUILLET</u></p> <p><u>Commune de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES</u></p>

DÉLIBÉRATION N° DCM 2023/10

OBJET : FINANCES – Débat d’Orientation Budgétaire 2023 – Budget Communal

L’an deux mille vingt-trois, le 23 mars à 14h00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Colombier, en séance publique, sous la Présidence de Mme Joëlle JÉGAT, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS (16) :

Mme Joëlle JÉGAT, M. Arnaud BAGUENIER, M. Didier TRONEL, M. Michel JOLLY, M. Stéphane DESCLOUDS, Mme Chantal WENDLINGER, Mme Béatrice MARTIN-ROMANIK, Mme Chantal GOUX-ROBIN, M. Claude COTTIN, M. Paul THIBAUD, M. Joseph DEROFF, Mme Véronique ERAPA, Mme Brigitte POINCELIN, Mme Brigitte ALEXANDRE, M. Sylvain GUIGNARD, Mme Alexie Morgane GUIGNARD

ÉTAIENT ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR (10) :

Mme Clémence CHICHEPORTICHE a donné pouvoir à Mme Chantal GOUX-ROBIN
Mme Julie SEYWERT a donné pouvoir à M. Didier TRONEL
Mme Stéphanie BAGUET a donné pouvoir à M. Stéphane DESCLOUDS
Mme Annick LACHAUX LUCIEN-BRUN a donné pouvoir à Mme Joëlle JEGAT
M. Thierry FARROUX a donné pouvoir à M. Arnaud BAGUENIER
Mme Laure JOUFFROY a donné pouvoir à Mme Chantal WENDLINGER
M. Christophe TIERFOIN a donné pouvoir à M. Claude COTTIN
M. Zinaha RANDRIANARIVO a donné pouvoir à Mme Béatrice MARTIN-ROMANIK
M. Julien LEVILLAIN a donné pouvoir à M. Michel JOLLY
M. Pierre-Jean AUBERTIN a donné pouvoir à Mme Véronique ERAPA

ÉTAIENT ABSENTS (3) :

M. Daniel UCEDA, M. Alexis POURKARTE, M. Jean-Louis BARAUT

Nomination du secrétaire de séance : Mme Chantal WENDLINGER

DCM 2023/10 : FINANCES – Débat d’Orientation Budgétaire 2023 – Budget Communal

Le Débat d’Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape préalable réglementaire à l’adoption du budget primitif dans toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus ainsi que les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que ce débat pour les orientations financières du futur budget ait lieu dans les deux mois précédant le vote du budget, délai porté à 10 semaines pour les communes ayant adopté le référentiel M57 (article L5217-10-4 du CGCT).

Le Débat d’Orientation Budgétaire doit faire l’objet d’un rapport conformément aux articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 5211-36 du CGCT. Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d’orientation budgétaire.

Ci-joint à la présente, le rapport présentant les orientations proposées dans le cadre du Budget Primitif 2023. Ce rapport a fait l’objet d’un exposé lors de la Commission des Finances du 1^{er} mars 2023.

Le Conseil Municipal est invité à prendre acte du Rapport d’Orientation Budgétaire pour le budget de la Commune.

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 5211-36,

VU le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'Orientation Budgétaire,

VU la loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015,

VU l’instruction budgétaire et comptable M57,

CONSIDÉRANT la présentation du Rapport d’Orientation Budgétaire en Commission des Finances le 1^{er} mars 2023,

CONSIDÉRANT le Rapport d’Orientation Budgétaire annexé à la présente délibération,

ENTENDU l’exposé de M. Didier TRONEL, rapporteur

Le Conseil Municipal,

Après avoir fait l’objet d’un débat contradictoire,

PREND ACTE du rapport d’Orientation Budgétaire de la Commune pour l'exercice 2023,

AUTORISE le maire à effectuer toutes démarches et à signer tous documents qui seraient rendus nécessaires par l'application des dispositions de la présente délibération.

Copie certifiée conforme par le Maire soussigné qui certifie en outre que la présente délibération a été affichée à Saint-Arnoult-en-Yvelines le 27/03/2023, et rendue exécutoire conformément aux dispositions relatives aux droits et libertés des Communes prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée et complétée le 22 juillet 1982, et transmise au Contrôle de la Légalité le 27/03/2023.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdit

Le Maire,

Joëlle JÉGAT



Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif de Versailles d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.